

Unité bidépartementale Eure Orne
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 Evreux

Évreux, le 08/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RECYCLAGE FMC

Route des Six Chemins
14430 Saint-Léger-Dubosq

Références : UBDEO_ERC_2024_10_343
Code AIOT : 0005800828

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2024 dans l'établissement RECYCLAGE FMC implanté Zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La liquidation judiciaire avec cessation d'activité du site Recyclage FMC est effective au 6 décembre 2021. La décision a été prononcée par le tribunal de commerce le 2 décembre 2021. Les actions de police administrative à l'encontre de l'exploitant et de son représentant durant la liquidation judiciaire (SELARL FHB mandataire judiciaire et SCP MANDATEAM liquidateur judiciaire) ont été épuisées.

L'article L. 541-2 du code de l'environnement stipule que tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de leur gestion jusqu'à leur élimination ou valorisation finale.

Ainsi, le propriétaire du terrain sur laquelle est située l'installation peut également être considéré comme responsable subsidiaire à deux titres distincts : soit en tant que détenteur des déchets, soit

dans une situation de pollution des sols possible ou avérée, s'il n'y est pas étranger ou s'il a été négligent en application de l'article L. 556-3 du code de l'environnement.

Un lien clair existe entre le propriétaire et l'exploitant. La SAS Recyclage FMC était locataire du site. Le site appartient à la SCI du Vieux Grenet dont le gérant est Monsieur SIX qui était également président et gérant de la SAS Recyclage FMC.

Par courriel du 2 mars 2023, SCP MANDATEAM (liquidateur) informe l'inspection d'avoir précédemment résilié le bail de la SAS Recyclage FMC et restituer les clefs du site à la SCI du Vieux Grenet qui a désormais la garde de ce dernier.

Recyclage FMC était locataire dans la zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer (section AW n°18). Le propriétaire de cette parcelle est la SCI du Vieux Grenet.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCLAGE FMC
- Zone Industrielle Saint Ulfran 27500 Pont-Audemer
- Code AIOT : 0005800828
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'objectif de la visite est de faire un point de situation sur les dispositions prises par la SCI du Vieux Grenet pour respecter l'article premier de la mise en demeure du 28/12/2023.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 28/12/2023, article 1	Consignation	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation s'est dégradée depuis la dernière visite, la quantité de déchets a augmenté. Le site présente au niveau environnemental des risques d'incendie, de pollution du sol et des eaux souterraines. Des risques de chutes et de noyade ont également été identifiés par l'inspection. Les tampons du séparateur ont été ôtés, des intrusions sur le site ont été constatées. Les panneaux de la clôture ont été arrachés et le portillon est constamment ouvert.

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023 n'ont pas été respectée.

Compte tenu du non respect de la mise en demeure du 28 décembre 2023, l'inspection propose une consignation de somme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/12/2023, article 1
Thème(s) : Illégaux, Suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure
Prescription contrôlée : Respect des prescription de l'article premier de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28/12/2023. La SCI du Vieux Grenet, Route des six chemins - 14430 SAINT LEGER DUBOSQ, en sa qualité de propriétaire de la parcelle précédemment exploitée par la société Recyclage FMC située sur la commune de PONT AUDEMER, lieu dit « Saint Ulfrant », a été mise en demeure de respecter sous 1 mois : <ul style="list-style-type: none">- la mise en sécurité de son site (clôture sur tout le pourtour de l'établissement, tampon sur le débourbeur-dehuilleur) ;- le nettoyage du débourbeur-deshuilleur et des canalisations afférentes ;- l'évacuation de la totalité des déchets dangereux et non dangereux et de transmettre à l'inspection sous 2 mois les justificatifs de cette élimination ;- la réalisation d'une étude de sol sur l'ensemble du site avec proposition d'un plan de gestion des pollutions détectées.
Constats : L'entreprise Recyclage FMC, Route de Saint Paul, zone artisanale de Saint Ulfrant à Pont Audemer a été radiée du registre du commerce et des sociétés (RCS) de Bernay le 26 juillet 2024. Lors de l'arrivée sur site, l'inspection a constaté que le portillon est constamment ouvert, tout comme le portail des véhicules qui est entre-ouvert. Les gens du voyage qui sont installés devant le portillon ont accroché leur antenne de râteau hertzien dessus. Des grilles servant de clôture ont été ôtées, l'installation est accessible en permanence. Les déchets déjà constatés lors de l'inspection du 16 octobre 2023 sont toujours présents et ont augmentés, attestant qu'il y a des intrusions sur le site. Depuis la précédente inspection, de grosses quantités de déchets ont été amenées, tels que des déchets ménagers, des emballages alimentaires, des matériaux électroniques, des déchets de végétaux (branches d'arbustes), des déchets du bâtiment (plâtres, gravats), des palettes de bois, des pièces automobiles (pares-chocs, optiques de phare, pneus, ...), du verre (écran, vitre, ...)...
Des bidons d'huiles ont été renversés à même le sol. Des traces de brulage sont visibles.

Il est difficile de se déplacer sur le site, compte tenu que les déchets sont éparpillés à même le sol, sur la quasi-totalité du site.

L'estimation des déchets présents sur le site ont été quantifiés ci-dessous :

- un tas de DIB normaux auxquels on ajoute les déchets éparpillés au sol : quantité estimée à 750 tonnes
- un tas de bois : quantité estimée à 115 m³
- un tas de verre : quantité estimée à 0,3 tonne
- un tas de pneu : quantité estimée à 6 m³,
- un tas de cartons : quantité estimée à 1,5 m³,
- un tas de gravats : quantité estimée à 95 m³,
- un tas de tapis (caoutchouc) : quantité estimée à 20 m³,
- des déchets électroniques : quantité estimée à 0,3 tonne,
- des pièces automobiles (pare choc) : quantité estimée à 100 kg,
- des pare-brises : quantité estimée à 100kg
- une plaque fibro-amiante de 23kg.

Les 2 bungalows (anciens bureaux) sont restés sur le site ainsi que le pont bascule.

La surface de la dalle béton se situant sous les déchets est toujours inférieure à la quantité de déchets reçus. Cette dalle n'a jamais été raccordée au déshuileur-débourbeur. De même, d'autres déchets non dangereux ne se situent pas au-dessus de la dalle béton.

Les déchets présents sur le site peuvent présenter un risque d'incendie et de pollution du milieu, car ils ne sont pas sur une dalle étanche raccordée à un système de traitement.

L'absence d'aires étanches et la présence d'aire étanche non raccordée à un système de traitement impliquent que les eaux météorites ne sont pas collectées afin d'être dirigées vers des dispositifs de traitement. Ces eaux potentiellement polluées s'infiltrent directement et sont donc susceptibles d'entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.

Le débourbeur/deshuileur est toujours dépourvu de tampons. Une valise a été insérée à l'intérieur de l'ouvrage. L'eau présente dans le débourbeur/deshuileur est noire (présence d'huile). Au moment de la cessation d'activité le débourbeur-deshuileur n'avait pas été nettoyé. Cet ouvrage présente un risque de noyade et de pollution du milieu naturel.

De nombreuses traces de pollutions sont visibles sur le sol (hydrocarbures, ...) pouvant entraîner une pollution des sols et des eaux souterraines.

La situation du site s'est aggravée.

L'inspection propose une consignation de somme.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit sous un délai de deux mois respecter les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 28 décembre 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 2 mois